

Syrie: des frappes calculées au plus juste pour assener un message précis

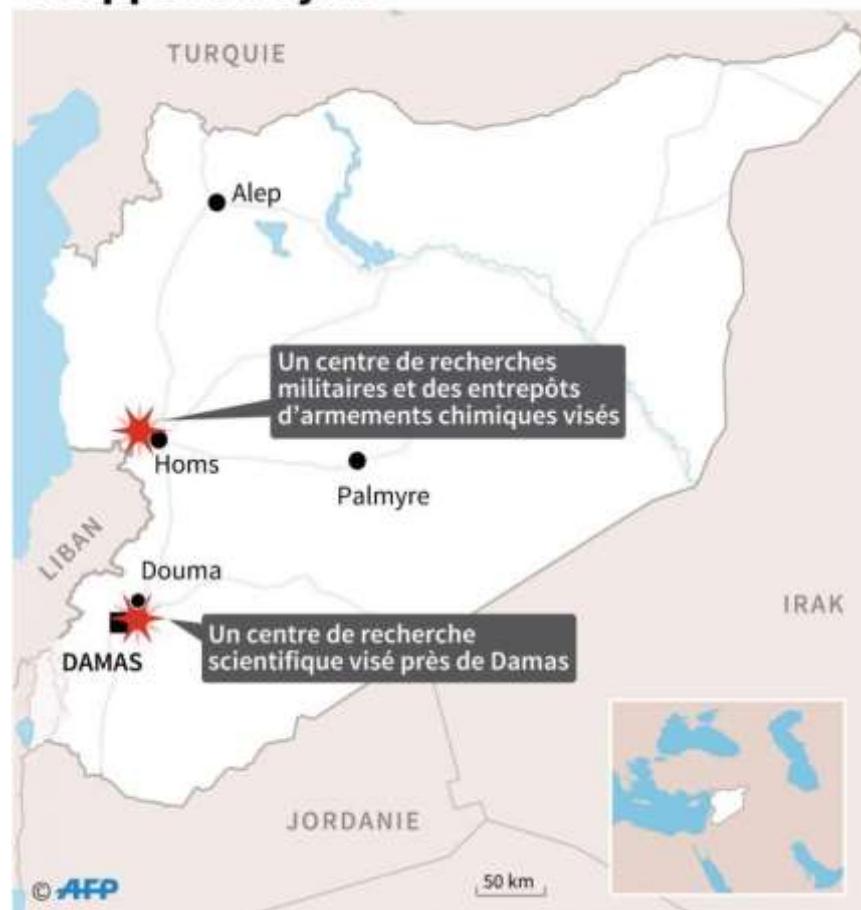
Mis en ligne le 14/04/2018 à 12:32 Par [Baudouin Loos](#)

Washington, Paris et Londres, dont la crédibilité était en jeu, ont voulu punir le régime syrien et son allié russe pour l'usage d'armes chimiques. Les frappes, bien que spectaculaires, étaient étudiées pour ne pas déclencher d'engrenage fatal. La réaction de Moscou sera-t-elle militaire ?

Tout indique que les [frappes aériennes lancées en Syrie](#) par Washington, Paris et Londres vers 4 heures du matin ce 14 avril ont été étudiées au plus juste, dans le choix des cibles et l'ampleur des moyens de destruction déployés, pour donner le message désiré.

Il s'agissait visiblement à la fois de frapper un grand coup, spectaculaire, pour punir un régime responsable de multiples crimes de guerre et qui n'hésite pas à recourir à l'arme chimique, et il fallait en même temps s'abstenir d'altérer le rapport des forces sur le terrain ou risquer l'escalade avec la Russie même si celle-ci ne possède pas les capacités militaires de soutenir un affrontement majeur (autre que nucléaire).

Frappes en Syrie



La comparaison avec [août 2013](#) s'impose. Le régime avait lancé une terrible attaque chimique sur la Ghouta, franchissant la « *ligne rouge* » [définie par Barack Obama](#), président américain à l'époque. Ce dernier, après hésitation et malgré l'envie de la France de François Hollande de passer aux actes, avait fini par [renoncer à punir](#) Bachar el-Assad, par crainte de risquer de livrer Damas aux extrémistes islamistes qui avaient déjà pris la main au sein de la rébellion. L'Américain s'était contenté d'une promesse de destruction de l'arsenal chimique du régime.

Cette promesse fut en grande partie ridiculisée, puisque le régime reprit de temps à autre ses attaques chimiques, même après que Donald Trump, fraîchement débarqué à la Maison-Blanche, eut ordonné une [frappe de missiles le 6 avril 2017](#) en réponse à une nouvelle attaque chimique contre une localité, Khan Cheikhoun, contrôlée par les rebelles dans le nord du pays.

Cette fois, après [l'attaque chimique contre Douma](#), ce 7 avril, les Occidentaux ont estimé qu'ils n'avaient [plus le choix](#). La crédibilité des chefs d'État dans leurs proclamations solennelles et répétées sur l'usage des armes prohibées était en jeu. « *Nous ne pouvons pas tolérer la banalisation de l'emploi d'armes chimiques, qui est un danger immédiat pour le peuple syrien et pour notre sécurité collective* », a encore dit le communiqué [d'Emmanuel Macron](#), la nuit dernière.

Le message semble donc clair, et la France pourrait avoir été déterminante dans sa définition très limitée : signifier au régime syrien et à ses alliés la fin de l'impunité concernant les armes non conventionnelles. Et rien d'autre. Ce qui laissera les rebelles syriens à leur infinie amertume quand on sait que les dizaines d'attaques chimiques attribuées au régime n'ont pas tué deux mille personnes au total en cinq ans, alors que les frappes aériennes « *classiques* » de ce même régime et de ses alliés russes sont responsables d'une grande majorité des plus de 350.000 morts de cette guerre, des innombrables destructions engendrées et des millions de réfugiés voués aux tourments de l'exil.

Toutefois, si les frappes occidentales de ce 14 avril ont ciblé des bases militaires syriennes, elles visaient aussi indirectement l'allié numéro 1 du régime, la Russie de Vladimir Poutine. Comme l'explique sur le site du Nouvel Observateur le politologue français Nicolas Tenzer, « *ce que fait la Russie a tout d'une guerre chaude. Lorsqu'elle commet des crimes de guerre en Syrie ou en Ukraine, par exemple. Moscou est en vérité en pleine opération de déstabilisation des normes internationales. (...) Il faut être clair, la Russie se comporte comme notre ennemie* ». Londres et Washington pourraient assurément reprendre ce jugement à leur compte.

Deux observations pour terminer. À propos, d'abord, du droit international. Celui-ci a bien mauvaise mine. Des États ont frappé un autre sans l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies. Aval rendu impossible par le veto russe automatique en faveur de la Syrie dans tous les cas. Le régime syrien, lui, massacre férolement sa population, au plus grand mépris des droits de l'homme, fallait-il le laisser faire indéfiniment ?

Enfin, la question se pose de savoir si Damas et Moscou vont vouloir se venger. C'est probable. [Moscou](#) s'est d'ailleurs dit « *insulté* » par les frappes occidentales. Des représailles contre des cibles américaines, françaises, britanniques, voire israéliennes, sont-elles imaginables ? Le risque d'engrenage fatal semble grand. Vladimir Poutine est à la fois un calculateur froid et un orgueilleux patenté, quelle facette l'emportera ?

La rébellion, ou ce qu'il en reste, pourrait en tout cas une nouvelle fois faire les frais de cette donne funeste : dans les dernières régions qu'elle contrôle, la province d'Idlib dans le nord et celle de Deraa, partiellement, dans le sud, le risque est élevé de voir les foudres du ciel, sous la forme de bombardements russes et syriennes massifs, s'abattre très vite sur les populations.